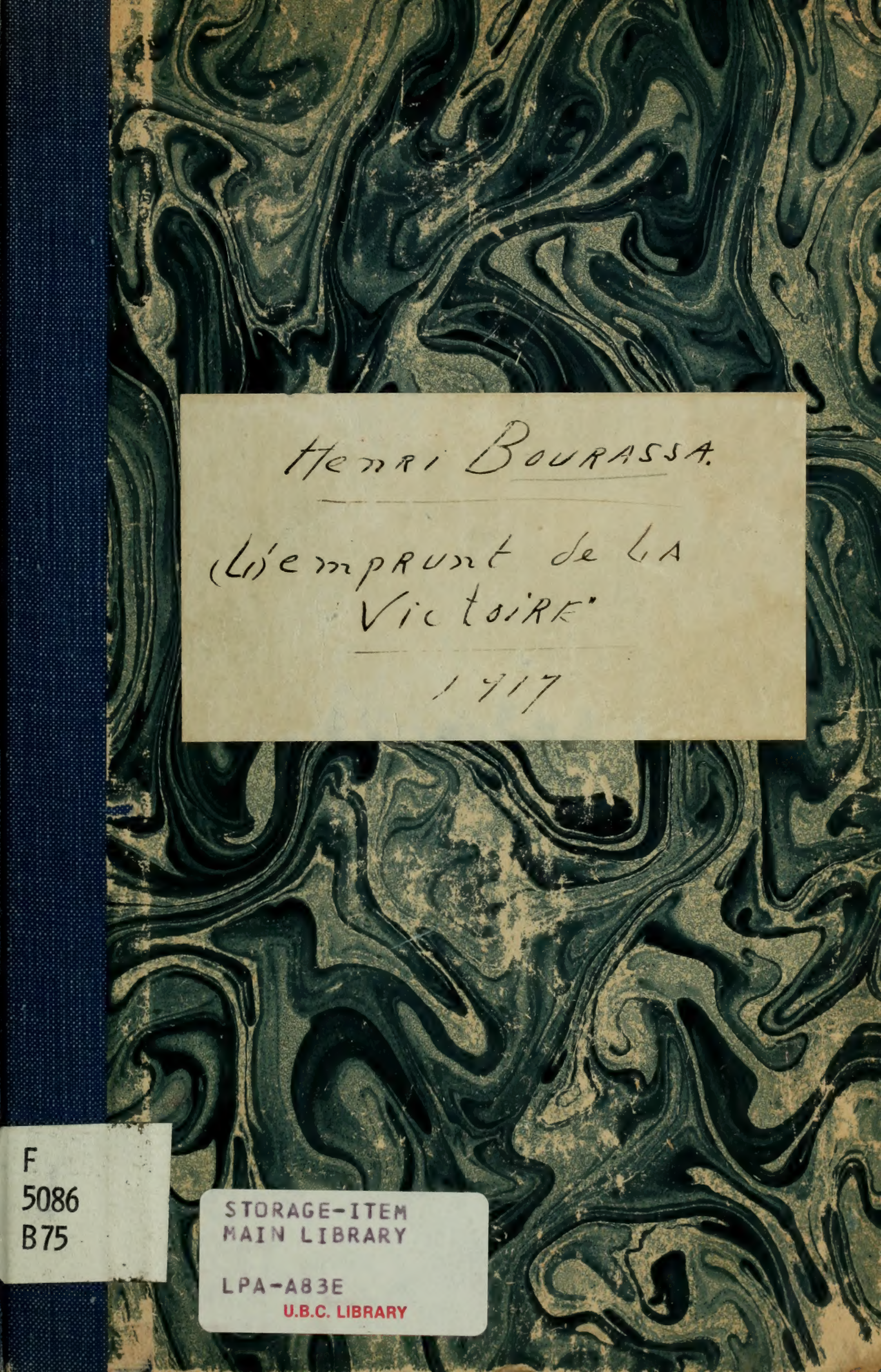
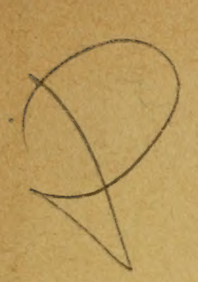

Henri Bourassa.
(L')emprunt de la Victoire
1917

-22-



HENRI BOURASSA

L'emprunt de la "Victoire"

La surenchère du "bluff"

Prix : 5 sous.

ÉDITION DU *DEVOIR*
43, rue Saint-Vincent
MONTRÉAL
1917

L'Emprunt de la Victoire

---

galsehood

OR ET MENSONGE

Cette guerre-ci est non seulement la guerre de l'Or; c'est aussi la guerre du Mensonge. Cette association est toute naturelle. Le démon de l'or est, plus que tout autre, le Père du Mensonge. Le règne de l'or, le triomphe de l'or, les conquêtes de l'or sont avant tout les fruits du mensonge. La plupart des opérations de haute banque se font à l'aide du mensonge; les plus beaux coups de bourse se font à coups de fausses nouvelles. C'est pour cela que tous les agioteurs finissent par se ruiner: farine du diable retourne en son. Par malheur leur ruine entraîne celle d'une foule d'innocents, victimes de leurs rapines et de leurs impostures.

Cette guerre, sa préparation, sa poursuite, son objet, sont essentiellement l'oeuvre de la cupidité. Il est donc logique qu'elle se mène et se soutienne partout à l'aide du mensonge.

Vous êtes-vous parfois arrêtés à récapituler la série des mensonges dévoilés depuis trois ans et demi? Mensonges diplomatiques, mensonges politiques, mensonges de guerre, mensonges d'affaires; mensonges dans la victoire, mensonges dans la défaite; mensonges sur les sentiments des peuples, mensonges sur les actes des gouvernements; mensonges sur la situation des armées, des flottes, des pays tout entiers; mensonges des Allemands sur les Alliés, mensonges des Alliés sur les Allemands; mensonges sur la Bulgarie, sur la Russie, sur la Grèce, sur l'Italie; mensonges par suppression de la vérité, mensonges par dénaturation des faits, mensonges par invention des fables les plus audacieuses. Notez qu'il n'est ici question que des mensonges aujourd'hui reconnus de tous: combien d'assertions et d'oracles, encore acceptés comme vérités incontestables, passeront à leur tour dans la catégorie des plus audacieux mensonges?

Ce qui est effroyablement grotesque, c'est que tant d'impostures étalées au grand jour ont produit jusqu'ici le contraire de l'effet normal du mensonge dévoilé, qui est de mettre les dupes en garde contre les dupeurs. Cette saturation de mensonges a comme hébété les peuples. Ils ne rejettent une imposture évidente que pour accepter avec avidité un nouveau mensonge, plus grossier et plus effronté. Ils sont comme ces malheureuses victimes de l'alcool qui croient étancher leur soif morbide et guérir la brûlure qui les dévore en augmentant sans cesse la dose du poison qui les consume. Et les peuples prodiguent leur sang, leurs sueurs, les fruits de leur dur labeur aux bêtes de proie qui les grisent de mensonges afin de les pressurer tout à l'aise. Il n'est que juste d'ajouter, à l'acquit de la conscience publique, qu'il est presque impossible d'aper-

cevoir la vérité au milieu des nuages de mensonge amoncelés par la presse [1].

Le Canada subit en ce moment le plein assaut de ces gaz asphyxiants. Le gouvernement "d'union nationale" n'est autre chose que l'association de la cupidité et du mensonge. Sa promesse de "gagner la guerre" est le plus audacieux défi à la vérité et au sens commun.

Sir Robert Borden a osé répéter, à Halifax [2], que le seul objet de la coalition est de "gagner la guerre". Il soutient que la défaite du ministère et le rejet de la conscription équivaudraient à l'*abandon* des troupes canadiennes et à la victoire des "barbares". A l'entendre, on croirait que l'Allemagne fait la guerre au seul Canada et qu'il n'y a en présence, dans les plaines de Flandre, que l'armée allemande et l'armée canadienne.

M. Borden sait parfaitement que dix nations sont en guerre, que vingt millions d'hommes sont aux prises, que toutes les troupes additionnelles que le Canada pourrait fournir n'affecteraient en rien le sort des armées. Il sait qu'il n'y a pas même d'armée canadienne en Europe. Il y a tout simplement quatre divisions de l'armée anglaise dans lesquelles sont versés les régiments recrutés au Canada. Souvent même, les cadres de ces régiments sont rompus avant d'atteindre le front. M. Borden sait encore, à n'en pas douter — son principal organe montréalais, la *Gazette*, le rappelait l'autre jour — qu'il y a en Angleterre, à l'heure actuelle, *quatre millions* d'hommes disponibles, en âge de servir [3]. Il sait donc que si le gouvernement impérial, seul maître des troupes canadiennes comme de toutes les autres troupes impériales, veut combler les vides et soutenir l'effort de "nos" soldats, qui ne sont pas à nous, il n'a qu'à prendre sur les réserves anglaises comme il a pris des Canadiens, des Australiens, des Indiens pour remplacer des Anglais. M. Borden sait tout cela; et cependant il persiste à tromper systématiquement le peuple canadien et à prétendre, contre toute vérité, que si le Canada n'envoie pas de nouvelles recrues c'en est fait de l'armée canadienne, de l'Empire, de la "civilisation", de la liberté!

La vérité, c'est que ni l'Angleterre ni la France n'ont besoin de nos troupes; mais que les fabricants de bottes, d'armes, de munitions et d'uniformes ont besoin de faire tuer plus d'hommes pour faire plus d'argent; c'est que les accapareurs de vivres, Flavelle en tête, ont besoin que la guerre dure et que le sang coule pour empocher de gras dividendes ; c'est que les bandits de la Haute Finance ont besoin de l'affolement gé-

---

[1] Tous les journaux sont à la merci des agences de presse stipendiées par la haute finance et manipulées par la censure des divers pays en guerre. La plupart des nouvelles d'Europe sont fausses ou tendancieuses. Quand la vérité se fait jour, il est généralement trop tard: l'impression première subsiste. En temps de guerre comme en temps d'élection, la maxime de Voltaire — *Mentez, mentez, il en reste toujours quelque chose* — reçoit sa pleine application. C'est l'arme favorite des politiciens et des financiers. Du reste, pour tout dire, les défenseurs de la vérité n'ont ni l'audace ni l'égalité de chances des champions du mensonge. Terrorisés par la censure, intimidés par les criailleries et les menaces des profiteurs de guerre, entravés par la veulerie de l'opinion bourgeoise et par le snobisme qui pénètre partout, ils n'osent pas dire toute la vérité de crainte de parler dans le désert ou de se voir réduits au silence.

[2] Le 14 novembre, et aussi à Toronto, le 22 novembre.

[3] *"The best authority declares nearly four million men of military age are still uncalled"* — Dépêche "spéciale" de Londres, publiée dans la *Gazette* du 8 novembre.

néral, de l'union pour "gagner la guerre" et de l'acoquinement de tous les politiciens tarés pour réussir le coup du *Nord-Canadien* et autres opérations de haute filouterie.

COURSE À LA BANQUEROUTE

La même conspiration de mensonges, de *bluff*, d'*emplissage* à outrance, accompagne le lancement de l'Emprunt de la Victoire.

Si l'opération se faisait sensément, dans de justes bornes, il y aurait beaucoup à dire en faveur de l'établissement d'un véritable crédit national. Si le gouvernement avait limité son effort de guerre à la mesure des forces d'endurance de la nation, s'il ne s'appliquait pas à tarir les sources de production et de récupération, s'il avait fait les démarches nécessaires pour maintenir le crédit du Canada à l'étranger, s'il ne demandait au capital et à l'épargne du pays qu'une avance raisonnable, s'il laissait entrevoir une politique de conservation nationale et la prompte mise en valeur des ressources inexploitées qui, seules, peuvent garantir et rémunérer la dette croissante de l'Etat, fort bien: nous serions des premiers à encourager les Canadiens à souscrire aux emprunts d'Etat. Malheureusement, l'Etat lui-même a tout fait pour saper la base du crédit national et empêcher les gens soucieux de leurs responsabilités de recommander au peuple de répondre à l'appel du gouvernement.

Dès le début de la guerre, les ministres ont décidé de mettre le pays en banqueroute, pour le bénéfice de la Grande-Bretagne. Sur ce point, rendons témoignage à leur franchise et à leur constance. Pas un moment, ils n'ont cessé d'activer l'exécution de ce programme de trahison nationale, en quoi, du reste, ils ont bénéficié de la complicité et du concours actif de l'opposition [1]. Aussi ont-ils toute chance de réussir: le pays va tout droit à la banqueroute.

Beaucoup de gens jugent que la ruine du pays, *au profit de l'étranger*, est la plus haute expression du devoir national. Selon les maximes du patriotisme à rebours qui se prêche et se pratique ici depuis une vingtaine d'années, ils ont raison; mais ce n'est sûrement pas le moyen d'asseoir le crédit national et d'inspirer confiance aux créanciers de l'Etat, nationaux ou étrangers.

Comme pour mieux atteindre son objet, le gouvernement s'est appliqué à gonfler à plaisir la dette de guerre et la dette de paix; il a gaspillé des millions à organiser une armée plus coûteuse que celle de tout autre pays; il a multiplié les sinécures et le parasitisme; il a désorganisé les énergies productives du pays; il a laissé porter le coût de la vie à un degré qui fait indigents des milliers de travailleurs dont le revenu est pourtant double et quadruple de ce qu'ils gagnaient avant la guerre; il

---

[1] Sir Wilfrid Laurier s'en glorifie dans son manifeste électoral: "Dès le commencement, conscients de l'immensité du conflit, pénétrés de la nécessité de consacrer "tous nos efforts à gagner la victoire, *nous, de l'opposition, avons donné au gouvernement "toute l'aide possible. Nous avons acquiescé à toutes ses mesures de guerre,* sauf lorsque "nous avons été convaincus que ces mesures seraient plus nuisibles qu'utiles." Avant le vote sur la conscription, le parti libéral ne s'est opposé qu'à l'imposition de la surtaxe douanière. Il a acquiescé à toutes les levées de troupe, à toutes les dépenses de guerre. Dans cet ordre d'idées, le programme de guerre "jusqu'au bout" de M. Laurier est aussi *banqueroutier* que celui du ministère de coalition.

a laissé et laisse encore les profiteurs de guerre accumuler des bénéfices monstrueux; il a bénévolement permis au gouvernement britannique de ruiner notre crédit en inondant le marché américain de valeurs canadiennes autrefois détenues à Londres, puis en refusant d'associer le Canada à l'Angleterre dans le partage des avances faites par le gouvernement de Washington aux nations alliées contre l'Allemagne. La finance anglaise a passé le Canada à la finance américaine, à la façon dont les prêteurs d'argent se débarrassent des clients faméliques et des *tapeurs* décavés. Nous aurions, du reste, mauvaise grâce à nous en plaindre. Dès le début de la guerre, sir George Paish nous avait conseillé de veiller à la sécurité de notre crédit et de ne pas dépenser pour la guerre au-delà de nos moyens. Nous avons préféré la course à la banqueroute; nous subissons le sort des banqueroutiers.

Quoi qu'il en soit, c'est dans ces conditions déplorables, quelques mois après que le ministre des Finances n'a réussi qu'à grand'peine à obtenir cent millions de l'étranger, en payant un intérêt global de *huit pour cent,* que le gouvernement lance à son de trompe son premier grand emprunt national et demande au peuple de lui souscrire au pair, à cinq et demi pour cent, cent cinquante millions... pour commencer.

Si encore le gouvernement jetait à la nation un appel désespéré, comme Pitt à l'heure la plus sombre de la lutte contre Napoléon, il y aurait quelque grandeur dans cette attitude. Mais loin de là, le gouvernement a entrepris de faire croire que ces avances à l'Etat constituent un placement de tout repos, une valeur négociable en tout temps. Pour les prêteurs riches, tels les Messieurs de Saint-Sulpice, qui pourront garder leurs titres en portefeuille jusqu'au jour lointain où le crédit du pays sera restauré, fort bien. Mais faire ou laisser croire aux souscripteurs qu'en tout temps ils pourront revendre ces obligations au pair, c'est abuser de l'ignorance et de la crédulité générales. Il suffit, pour réfuter ce mensonge, de rappeler les baisses fréquentes et formidables, en temps de guerre et de révolution surtout, des consolidés anglais et des titres de rente française.

Pour offrir de sérieuses garanties de stabilité, il faudrait au moins que le gouvernement manifestât quelque velléité de rétablir la base du crédit national; il faudrait laisser entrevoir un ralentissement dans le gaspillage des millions, un ravivement des forces de récupération, un arrêt dans la fauchée des hommes. Bien au contraire: en même temps qu'il réclame l'argent des contribuables, le ministère annonce avec fracas qu'il va creuser davantage le gouffre où s'abîment toutes les ressources humaines et matérielles du pays; le nouveau ministre de la guerre, le "général" Mewburn, affirme que le gouvernement va enrôler de force cent mille hommes, deux cent mille, trois cent mille s'il le faut [1]; autrement dit, qu'on va dépeupler le pays tout en doublant les dépenses de guerre, lesquelles, à cette heure, ajoutent déjà près de *cinquante millions par mois* à la dette nationale.

Non content de mener le pays à la banqueroute par l'accroissement insensé du budget de la guerre, sir Robert Borden s'acoquine avec les pires forbans du pays; aux milliards de la guerre, il ajoute les centaines

[1] Discours à Hamilton, le 2 novembre.

de millions de la dette du *Nord-Canadien*, il exproprie des actions de nulle valeur distribuées gratuitement à une bande de pilleurs d'épaves, à de notoires pot-de-vineurs, improvisés sauveurs de la nation!

C'est pour combler ce gouffre, c'est pour payer toutes ces orgies, pour assouvir toutes ces cupidités, que le gouvernement fait appel à l'épargne nationale, au patriotisme (!) des petites bourses! Que ne commence-t-on par dégonfler quelques-unes de ces panses monstrueuses qui s'empiffrent depuis trois ans à même le budget de la guerre! Mais non ; à la banqueroute de l'Etat, on ajoute le complet déséquilibre économique de la nation; on prépare au Canada le sort de l'Angleterre au sortir des guerres napoléoniennes: le paupérisme dans la masse, une monstrueuse pléthore d'argent dans quelques mains rapaces. De cette situation, l'Angleterre n'est jamais sortie; elle n'en sortira que par la révolution et le partage forcé des fortunes.

SURENCHÈRE DU "BLUFF"

On conçoit qu'une opération faite dans de telles conditions exigeait la mise-en-scène tintamarresque qu'on a déployée. Il fallait la surenchère du *bluff* et du mensonge; il fallait la complicité de tous les exploiteurs; il fallait aussi le concours de tous les naïfs, de tous les badauds cossus, qui servent d'attrape-nigauds pour la foule.

Le seul titre de l'emprunt est un bluff. Emprunt de la *Victoire!* Parler de victoire, en face de l'écroulement complet de la Russie, du désastre de l'Italie, des sinistres trouées de la trahison en France! Même si la victoire des Alliés est encore possible, il est absurde de laisser entendre qu'elle peut sortir du dépotoir où Sifton, Ballantyne et consorts sont venus s'abattre, à la suite de Bob Rogers, de Sam Hughes et d'Allison. Ce mensonge va de pair avec l'affirmation que la conscription de cent mille Canadiens est nécessaire pour "gagner la guerre". Il n'est pas même exact de dire que les cent cinquante ou les trois cents millions empruntés au peuple canadien vont servir exclusivement à la guerre [1].

La vérité, c'est que le gouvernement est en face d'un déficit immédiat de trois cents millions — sans parler de l'avenir, — qu'il ne trouve plus crédit à l'étranger, que les banques canadiennes n'ont pas voulu se fendre, que les profiteurs de guerre, fournisseurs de fonds électoraux, n'entendent pas se laisser dépouiller: il ne reste donc à l'Etat d'autre ressource que de tirer sur l'épargne populaire.

Que les politiciens "gagne-la-guerre" et les forbans qui opèrent avec eux et par eux fassent un tapage d'enfer pour *épater* les badauds et les empêcher de voir la situation, cela s'explique. Mais l'on comprend moins facilement qu'un homme à la tête solide, comme sir Lomer Gouin, se soit laissé embarquer dans cette galère. Il a dénoncé avec indignation le monstrueux coup de filet du *Nord-Canadien* ; il évalue à *cent millions* la charge additionnelle que cet acte de brigandage va placer sur les épau-

---

[1] Dans un sens, ce peut être exact, puisque les dépenses de guerre suffiront à absorber en trois ou quatre mois le produit de l'emprunt. D'autre part, ce qui est encore plus vrai, c'est que si le gouvernement n'avait pas jeté les millions à pleines mains pour gorger la bande de vautours qui tournent sans cesse autour du trésor public, il n'aurait pas besoin de saigner à blanc les banques et les épargnistes.

les des contribuables de la seule province de Québec. Quelle garantie a-t-il que cet emprunt, en permettant au gouvernement de dégager d'autres fonds, ne servira pas d'abord à remplir l'escarcelle des bandits embusqués dans les brousses touffues du *Nord-Canadien* ?

Je ne comprends guère l'attitude de gens qui commencent par dénoncer le gouvernement comme une troupe de forbans et qui aussitôt recommandent à leurs compatriotes de confier leurs épargnes à ces mêmes forbans, afin de les aider à mener leurs brigandages à bonne fin! M. Gouin évoquait naguère le souvenir de Cromwell. Ce n'est pas en recommandant au peuple de payer l'impôt, encore moins en lui conseillant de fournir au roi le nerf de la guerre, que Pym, Hampden et Cromwell ont abattu la tyrannie des Stuarts.

Je ne parle pas de lord Shaughnessy, l'ex-Cromwell de M. Gouin. Celui-là a évidemment fait sa paix avec les sauveurs de la démocratie et les copains de Mackenzie et Mann. A quelles conditions, nous le saurons peut-être un jour. Peut-être pas. En tout cas, nulle apparence qu'avant de jouer son rôle dans le cinéma de l'Emprunt de la Victoire, lord Shaughnessy ait pris ses précautions pour que le produit intégral de cette râfle de millions soit employé, non pas à remporter la victoire — il faut toujours tenir un peu compte du bon sens — mais au moins à solder les dépenses strictement nécessitées par la guerre au lieu de faire danser l'anse du panier.

Même si M. Gouin et lord Shaughnessy ont obtenu cette garantie, elle ne peut exister que par un tour de passe-passe et une fiction de comptabilité. Si le gouvernement n'avait pas engagé le crédit de l'Etat et laissé engager le crédit des banques dans de folles dépenses, il n'aurait pas besoin de pressurer l'épargne populaire pour la guerre. Quant à M. Gouin, il a clairement laissé entendre, à Québec, que le Canada en a fait assez pour la guerre: pourquoi alors demander au peuple d'encourager le gouvernement à en faire davantage et à ruiner le pays?

Un exemple typique du système de mensonges et de *bluff* mis en oeuvre pour *emplir* les gogos, ou plutôt pour les *vider*, c'est bien cette affiche qui s'étale en face du Royal Trust... et de Notre-Dame. On y voit un gros Prussien, coiffé du casque à pointe, écrasé sous le poids des cent cinquante millions de l'emprunt de la "Victoire". Jugez donc: le Prussien, chargé des vingt ou vingt-cinq milliards de sa propre dette — *cent cinquante* fois le montant de l'emprunt de la "victoire" — trouve encore le moyen de tenir tête à toutes les armées coalisées contre lui; en trois semaines, il a conquis plus de terrain au sud des Alpes que les Alliés n'ont réussi à en reprendre en six mois dans les Flandres; et l'on veut nous faire croire que la petite opération financière de M. White va réduire le Kaiser à *quia* ! Si les *artistes* de l'Etat avaient voulu peindre la situation réelle, c'est *Baptiste Canayen* qu'ils auraient représenté aplati sous le tas d'écus. Ce n'est pas le Prussien, c'est le Canadien qui va crever.

L'exacte vérité — est-ce une consolation pour nous? — c'est que chacun des peuples en guerre agonise sous le fardeau des dépenses et des dettes accumulées par *son* gouvernement. Ce n'est pas l'ennemi extérieur qui menace chaque pays, c'est l'ennemi intérieur: c'est le profiteur, c'est l'accapareur, c'est le politicien vénal, c'est la troupe innombrable

des faux patriotes, des parasites et des exploiteurs qui dévorent la substance des peuples et les mènent à la ruine et à la boucherie en attisant sans relâche le feu de leurs haines, de leurs rancunes et de leurs préjugés réciproques.

Alimenter le budget de la guerre, c'est favoriser cette oeuvre de destruction. Emprunts de la *victoire*, si l'on veut, ici comme ailleurs; mais la seule victoire qu'ils assurent, c'est la victoire des destructeurs de peuples, des agioteurs de banqueroutes nationales. Si, dans chaque pays, la masse populaire se décidait à tarir les sources du budget de la mort, la guerre cesserait aussitôt.

En dehors de l'immense duperie qu'est, en soi, l'Emprunt de la Victoire, signalons, pour mémoire, les menus actes de puffisme qui l'accompagnent. Telles ces grotesques réclames de marchands qui trouvent le moyen d'*annoncer* leurs épiceries et leurs drogueries, leurs rasoirs perfectionnés, leur tabac à chiquer et leur gomme à mâcher, tout en *boomant* le papier-à-mouches de la maison Borden-White et compagnie. Telles aussi ces opulentes et sonores souscriptions de gros boutiquiers qui se remboursent avec usure, comme de leurs "aumônes" au Fonds patriotique, à même les salaires de leurs pauvres diables d'employés. Tout cela est dans la logique du système. Chacun de ces pharisiens exploite à son profit le système de pressuration, de mensonge et de *chantage* qui fait le fond de la politique du Sanhédrin dont M. Borden est le Caïphe.

Ne disons qu'un mot de ce qui va coller, de ces millions, aux doigts des multiples intermédiaires enrégimentés par le gouvernement: banquiers, courtiers, agents honnêtes, entremetteurs véreux, réclamistes de presse. En tout temps et tout pays, la curée des grosses liquidations nationales attire les chacals, les vampires et les pique-assiettes.

CONSCRIPTION DE L'ÉPARGNE

Au milieu de cette poussée de mensonges, d'hypocrisie, de spéculation effrénée et de niaise badauderie, signalons un éclair de franchise: la menace du bonhomme Graham, *alias* lord Atholstan, par la grâce de ses écus et la vénalité des politiciens anglais ou canadiens. Le noble lord nous avertit charitablement que si nous ne souscrivons pas de bonne grâce à l'Emprunt de la Victoire, le gouvernement nous prendra notre argent de force, autrement dit, nous *volera*, afin d'assurer le triomphe de la liberté, le salut de la démocratie, le règne de la civilisation supérieure — et le succès des *bedides avvaires* de Mackenzie, Mann, Sifton et Cie [1].

La *Presse* affecte de se scandaliser fort de cette menace [2]. Dans un de ces produits dont elle détient la recette, la bonne feuille à tous trouve le moyen de *boomer* l'emprunt, de protester contre les projets violents du sieur Graham, son ancien *protecteur*, et de flatter sir Lomer Gouin. C'est une façon de ménager son incommensurable clientèle de badauds et de

[1] "If the war goes on for a considerable time — and this appears most likely "today — there is no doubt in the world that the dollars, which you are wondering "whether you should put into the Victory Loan, *will be taken by the Government for "war purposes*... Today you have a chance to volunteer your dollars for the sacred "cause. If you fail to volunteer them, the conscript officer will call for them in due "time — and *there will be no exemptions*." — *Star* du 12 novembre

[2] *Presse* du 14 novembre.

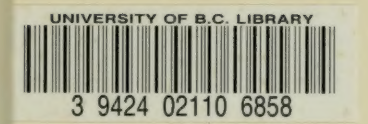
flagorner à la fois le gouvernement qui peut faire la hausse du papier et l'opposition qui fournit le plus d'abonnés, de ce temps-ci. C'est tout à fait dans les moeurs de cette bonne feuille publique; mais cela ne dispose pas de l'argument très logique du *Star*.

L'emprunt forcé est, comme la conscription, la conséquence inéluctable de l'effort illimité pour la guerre. Les gens qui s'affirment partisans de la guerre "jusqu'au bout", qui clament à tous les vents que le Canada ne doit pas désarmer, ni même ralentir son effort, tant que l'Allemagne ne sera pas réduite en bouillie, et qui prétendent soustraire la nation aux conséquences de la guerre à outrance, sont des hypocrites ou des imbéciles. Soutenir l'effort "jusqu'au bout", c'est vouloir prendre les hommes de force quand il ne s'en trouvera plus pour se suicider volontairement; c'est vouloir prendre l'argent de force, quand il ne se trouvera plus de prêteurs bénévoles pour entretenir la sarabande des millions.

Qu'on observe de sang-froid la manière dont le gouvernement et ses multiples acolytes s'y prennent pour organiser la souscription *volontaire* de l'emprunt: c'est l'exacte répétition de ce qui s'est fait pour organiser et stimuler l'enrôlement *volontaire* des soldats; c'est la même exploitation du jingoïsme, de la vanité des parvenus, de la crédulité du peuple; ce sont les mêmes procédés de réclame, de *chantage* et d'intimidation. Dès le début de la campagne d'enrôlement *volontaire,* nous avons prédit qu'elle aboutirait fatalement à la conscription. Sans plus de mérite et de clairvoyance, nous disons aujourd'hui: si la guerre se prolonge et que le peuple canadien n'impose pas à ses gouvernants le frein et l'entrave, nous subirons l'emprunt forcé, sous une forme quelconque.

Loin d'en vouloir à lord Atholstan de son brutal avertissement, nous devons le remercier de sa franchise.

Il n'y a qu'un moyen efficace de préserver la nation de la fauchée des hommes et de la réquisition forcée des épargnes populaires, c'est de mettre fin à l'enrôlement volontaire comme à la conscription, c'est d'arrêter la danse des millions, c'est de cesser l'effort pour détruire, c'est de commencer à récupérer nos énergies productives. Dût même la guerre se prolonger, c'est encore par là que nous pourrions rendre aux Alliés les services les plus réels et les plus tangibles. Les souteneurs de "l'union nationale" et les courtiers d'emprunts de la victoire, ou de la déroute, y feraient moins d'argent; les faciles péroreurs de la guerre "jusqu'au bout" se verraient privés de quelques moyens oratoires; mais il y aurait moins de foyers en deuil et la nation serait plus certaine de survivre.


UNIVERSITY OF B.C. LIBRARY
3 9424 02110 6858

1573

